

FIRST AFRIQUE

HHEBDO N°0475 du 07 au 13 Oct 2024

Magazine

GHANA

Akufo-Addo plaide pour la réconciliation régionale



POTERIE
L'Art Ancêtre
des Femmes
Potières de Sè

Sommaire

POTERIE

L'ART ANCESTRAL
DES FEMMES POTIÈRES DE SÈ



04

BENIN

BÉNIN

LE SYSTÈME ÉDUCATIF
HONORÉ À L'ICESCO



06

BENIN

INTER

TSHISEKEDI ET MACRON DISCUTENT SÉ-
CURITÉ RÉGIONALE



18

INTER

SOMMET OIF

SOLIDARITÉ ET NUMÉRIQUE
AU CŒUR DES DÉBATS



12

AFRIQUE

GHANA

AKUFO-ADDO PLAIDE POUR
LA RÉCONCILIATION RÉGIONALE



14

AFRIQUE

BURKINA FASO

POLÉMIQUE
LORS DE LA RENTRÉE JUDICIAIRE 2024

TECHNOLOGIE

DÉMOCRATISATION
DE L'INTERNET EN AFRIQUE EN MARCHE

TCHAD

JEUNES DU MANDOUL MOBILISÉS POUR
SAUVER DES VIES

L'Afrique à la croisée des chemins

L'Afrique, un continent d'une diversité culturelle incommensurable, se trouve aujourd'hui à un tournant crucial. Les forces de la mondialisation, la technologie et l'interconnexion croissante redéfinissent les contours de son identité culturelle. Ce phénomène offre à la fois des opportunités et des défis, entraînant une réflexion profonde sur ce que signifie être africain dans le monde contemporain.

La richesse culturelle de l'Afrique est souvent mise en avant, que ce soit à travers sa musique, sa danse, son art ou sa gastronomie. Les artistes africains, en particulier, gagnent en visibilité sur la scène internationale, contribuant à un rayonnement culturel sans précédent. Toutefois, cette valorisation de la culture africaine s'accompagne également de la menace de l'homogénéisation. Les jeunes générations, exposées à des influences extérieures via les médias sociaux et Internet, se trouvent souvent en décalage avec leurs traditions. Une tension s'installe alors entre l'adhésion à des valeurs culturelles locales et l'attraction pour des modes de vie plus occidentaux.

En même temps, cette situation appelle à un renouveau. Les artistes, écrivains et penseurs africains prennent conscience de la nécessité de revendiquer leur identité et d'intégrer des éléments traditionnels dans leurs œuvres tout en les mêlant à des influences contemporaines. Ce mélange peut générer une nouvelle forme d'expression artistique qui respecte les racines tout en étant en phase avec les réalités actuelles. Ainsi, les récits de vie, les expériences vécues et les luttes quotidiennes trouvent leur place dans une production artistique qui résonne à la fois localement et globalement.

Cependant, il est essentiel de ne pas réduire la culture africaine à un simple produit d'exportation. La valorisation de l'identité doit également se faire par des actions concrètes qui promeuvent les langues africaines, les pratiques culturelles et les savoirs traditionnels. L'éducation joue un rôle fondamental dans ce processus, permettant aux jeunes de mieux comprendre leur patrimoine culturel et de se l'approprier.

À cette croisée des chemins, l'Afrique doit naviguer habilement entre la préservation de ses identités culturelles et l'ouverture à de nouvelles influences. La clé réside dans la capacité à bâtir un dialogue interculturel, où le respect des traditions et l'innovation peuvent coexister. En redéfinissant ce qu'être africain signifie aujourd'hui, le continent peut créer un avenir où la culture, loin d'être figée, devient un vecteur de dynamisme et de résilience face aux défis mondiaux.

Wilfrid KINT

L'ART ANCESTRAL DES FEMMES POTIÈRES DE SÈ



Le village de Sè, situé dans la commune de Houéyogbé au sud-ouest du Bénin, est réputé pour un artisanat séculaire qui fait partie intégrante de la culture locale : la poterie. Pratiquée presque exclusivement par les femmes du village, cet art ancestral représente non seulement une activité économique majeure mais aussi un héritage

culturel précieux. Les femmes potières de Sè perpétuent cette tradition transmise de génération en génération, en façonnant des objets utilitaires et symboliques, tout en maintenant une relation étroite avec la nature environnante.

À Sè, la poterie est bien plus qu'un simple artisanat, c'est un véritable mode de vie. Depuis des

décennies, les femmes du village se transmettent le savoir-faire de mère en fille. Le processus de fabrication, resté en grande partie inchangé au fil des années, commence par la récolte de l'argile dans les marais et les rivières avoisinantes. Cette argile est ensuite malaxée et travaillée à la main pour être façonnée en divers objets : pots, jarres, marmites,

et autres ustensiles du quotidien.

Les potières travaillent sans tour de potier, utilisant uniquement leurs mains et des outils rudimentaires pour former leurs pièces. Une fois les objets façonnés, ils sont laissés à sécher au soleil avant d'être cuits dans des fours traditionnels en plein air. Cette cuisson, alimentée par du bois ou des herbes sèches, confère à la po-

L'ART ANCESTRAL DES FEMMES POTIERES DE SÈ

terie de Sè sa solidité et sa durabilité. Les poteries fabriquées à Sè sont majoritairement utilitaires, servant à la cuisine, au stockage de l'eau ou à la conservation des aliments. Cependant, certains objets sont fabriqués pour des usages plus symboliques, notamment dans les cérémonies religieuses et les rituels spirituels. Ces objets sacrés, créés avec soin et dans le respect des traditions locales, jouent un rôle central dans la vie religieuse des communautés environnantes. Les motifs décoratifs, souvent gravés ou peints sur les poteries, reflètent la culture et les croyances des habitants de Sè. Ces motifs, inspirés de la nature, des animaux ou des symboles spirituels, apportent une touche artistique unique à chaque pièce, en leur conférant une identité visuelle forte. Cette dimension esthétique, associée à la fonctionnalité des objets, fait de la poterie de Sè un art complet et riche de sens.

Bien que la poterie de Sè soit encore vivante, elle est confrontée à plusieurs défis. La modernisation et l'introduction de nouveaux matériaux comme le plastique et le métal ont réduit la de-

mande pour les objets traditionnels. De plus, les conditions de travail des femmes potières sont souvent précaires. Elles fabriquent leurs pièces dans des conditions rudimentaires et vendent leurs produits à bas prix, ce qui rend difficile la valorisation économique de leur travail. Pourtant, des initiatives commencent à voir le jour pour promouvoir et préserver cet artisanat unique. Des associations et des projets de développement culturel travaillent à renforcer la visibilité de la poterie de Sè, notamment en l'intégrant dans des circuits touristiques et en créant des partenariats avec des institutions culturelles. Ces efforts visent à sensibiliser le public à l'importance de cet héritage et à aider les femmes potières à accéder à de nouveaux marchés.

Avec l'essor du tourisme au Bénin, le village de

Sè et ses femmes potières commencent à attirer l'attention des visiteurs désireux de découvrir l'artisanat traditionnel. Ce tourisme culturel offre aux potières de nouvelles perspectives économiques et leur permet de faire connaître leur savoir-faire au-delà des frontières locales. Des initiatives de formation sont également mises en place pour aider les femmes à moderniser certaines techniques tout en préservant l'authenticité de leur art.

Le développement de coopératives artisanales pourrait également jouer un rôle clé dans la pérennisation de cet artisanat. En se regroupant, les potières pourraient mieux organiser leur production, améliorer leurs conditions de travail et accéder à de nouveaux marchés, notamment à l'international. Cela leur offrirait une reconnaissance ac-

crue et un soutien économique durable, tout en préservant l'essence de leur savoir-faire ancestral.

La poterie de Sè, portée par les femmes potières du village, est bien plus qu'un simple artisanat. Elle représente une tradition vivante et un élément essentiel de l'identité culturelle du Bénin. Bien que confronté à des défis modernes, cet art ancestral a la possibilité de se développer grâce à des initiatives locales et internationales qui mettent en valeur son importance culturelle et économique. La poterie de Sè est un trésor à préserver, à célébrer et à soutenir, tant pour son rôle dans la vie quotidienne que pour son apport symbolique dans la culture béninoise.

Wilfrid K./La rédaction



LE SYSTÈME ÉDUCATIF HONORÉ À L'ICESCO



Le Bénin a été particulièrement mis à l'honneur lors de la Conférence des Ministres de l'Éducation, organisée par l'ICESCO (Organisation du Monde Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture), qui s'est tenue à Mascate, dans le Sultanat d'Oman, les 02 et 03 octobre 2024. Le Ministre des Enseignements Maternel et Primaire du Bénin, Monsieur Salimane KARIMOU, a eu l'honneur de représenter son pays et d'assurer la vice-présidence de cette importante rencontre. Cette nomination reflète la reconnaissance du Bénin en tant que l'un des par-

tenaires les plus actifs de l'ICESCO, grâce à ses efforts significatifs dans le domaine de l'éducation.

Lors de cette conférence, le Ministre KARIMOU a présenté les progrès réalisés par le Bénin en matière d'éducation. Il a souligné le rôle crucial de l'éducation non seulement dans l'amélioration des conditions de vie des populations mais aussi dans la stabilisation sociale et la croissance économique. Ce plaidoyer s'inscrit dans la continuité des engagements pris par le Bénin lors du Sommet mondial sur la transformation de l'éducation en 2022 à New York.

Dans son intervention, le ministre a rappelé que le Bénin dispose d'un cadre législatif solide garantissant le droit à une éducation de qualité pour tous. Cette ambition est appuyée par des mesures concrètes touchant à l'amélioration de l'accès à l'éducation, à l'équité dans la répartition des ressources et à la qualité des enseignements dispensés. Ces initiatives illustrent la volonté du pays de contribuer de manière significative à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment en ce qui concerne l'éducation de qualité. Le Bénin a su se démar-

quer grâce à des réformes éducatives ambitieuses et des investissements stratégiques. À l'occasion de la rentrée scolaire du 16 septembre 2024, le gouvernement béninois a recruté 2 431 nouveaux enseignants pour le primaire, comblant ainsi les besoins en personnel enseignant sur tout le territoire national. Cette initiative vise à garantir un enseignant par classe et à améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles publiques du pays.

En matière d'infrastructures, le Bénin a construit et réhabilité des milliers de salles de classe entre 2016 et 2024. Plus de 8 000 nouvelles salles de classe ont été bâties, tandis que 3 000 autres ont été rénovées, permettant ainsi d'offrir de meilleures conditions d'apprentissage aux élèves. En parallèle, le programme national de cantines scolaires a couvert 75 % des écoles en 2023, avec pour ambition d'atteindre 100 % d'ici la rentrée 2025-2026, garantissant ainsi à chaque écolier un repas chaud quotidiennement.

Ces réformes témoignent de la volonté du Bénin d'améliorer non seulement l'accès à l'éducation, mais aussi de garantir une rétention scolaire durable. L'engagement envers l'équité dans l'éducation est également visible à travers la création de 98

LE SYSTÈME ÉDUCATIF HONORÉ À L'ICESCO

centres d'alternatives éducatives dans le Nord-Est du pays. Ces centres offrent aux enfants un rattrapage scolaire, ainsi qu'une formation professionnelle axée sur l'artisanat, renforçant ainsi leur insertion dans le monde du travail.

En marge des réformes structurelles, le Bénin s'impose aussi comme un leader en matière d'innovation technologique appliquée à l'éducation. Le pays fait partie des rares États d'Afrique subsaharienne à disposer d'une Stratégie Nationale d'Intelligence Artificielle et des Mégadonnées pour la période 2023-2027. Cette stratégie vise à intégrer les technologies émergentes dans le domaine éducatif, notamment pour améliorer la gestion des crises, telles que les pandémies,

et faciliter l'accès aux ressources éducatives.

Ces avancées témoignent du dynamisme du système éducatif béninois et de la volonté des autorités de le rendre plus performant et inclusif. Le rôle du Bénin au sein de l'ICESCO est renforcé par la pertinence de ses réformes et son engagement à offrir une éducation de qualité à tous les enfants.

La conférence des ministres de l'éducation de l'ICESCO a également permis au ministre KARIMOU d'annoncer que le Bénin accueillera prochainement un atelier de formation, en collaboration avec l'ICESCO. Ce projet, qui vise à renforcer le rôle des jeunes dans la promotion de la paix et la lutte contre l'extrémisme violent, a été bien accueilli par la délégation béninoise. Il

s'inscrit dans le cadre des efforts continus du gouvernement pour offrir aux jeunes des opportunités d'éducation et de formation, tout en contribuant à la stabilité sociale et à la paix dans la région.

La participation du Bénin à la Conférence des Ministres de l'éducation de l'ICESCO à Mascate a une fois de plus démontré le rôle prépondérant que le pays joue dans le secteur de l'éducation en Afrique et au sein de l'Organisation du Monde Islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture. En soulignant ses réformes innovantes et ses réalisations en matière d'accès à l'éducation, d'infrastructures scolaires et de formation professionnelle, le Bénin se positionne comme

un modèle à suivre pour d'autres pays membres.

Les actions entreprises par le Bénin, notamment sous la direction du ministre KARIMOU, reflètent une vision ambitieuse pour l'avenir de l'éducation, où l'innovation et l'inclusion sont au cœur des priorités. Cette reconnaissance internationale, symbolisée par la vice-présidence de cette conférence, marque un jalon important dans la reconnaissance des efforts éducatifs du pays. Le Bénin continue d'innover et de tracer la voie pour garantir à chaque enfant une éducation de qualité, tout en contribuant activement aux discussions et aux solutions proposées au niveau mondial.

La rédaction



SOLIDARITÉ ET NUMÉRIQUE AU CŒUR DES DÉBATS



Le XIXe Sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) s'est ouvert à Villers-Cotterêts, un lieu symbolique de la langue française, le vendredi 4 octobre 2024. Emmanuel Macron, Président de la République française, et Louise Mushikiwabo, Secrétaire générale de l'OIF, ont accueilli une trentaine de chefs d'État et de gouvernement pour cet événement majeur. Le sommet met en lumière des thèmes variés, notamment l'évolution du français à l'ère numérique, tout en réaffirmant la solidarité entre les nations francophones, en particulier à l'égard du Liban, qui

traverse une crise multidimensionnelle.

Villers-Cotterêts, situé en Picardie, n'a pas été choisi par hasard pour accueillir le sommet. Ce château est un lieu emblématique de l'histoire de la langue française, car c'est là que le roi François Ier a signé en 1539 l'ordonnance imposant le français comme langue officielle dans les actes de l'administration et de la justice, remplaçant ainsi le latin. Aujourd'hui, Villers-Cotterêts abrite la Cité internationale de la langue française, un centre dédié à la promotion et à la préservation de la langue de Molière dans un contexte globalisé.

En inaugurant le sommet,

Emmanuel Macron a rappelé l'importance de ce lieu dans l'histoire de la Francophonie et a souligné l'engagement de la France pour promouvoir la langue et la culture francophones. Il a également évoqué l'importance de ce rendez-vous bisannuel pour resserrer les liens entre les 88 membres de l'OIF, notamment dans le contexte de la transformation numérique qui impacte profondément l'usage et l'évolution de la langue française.

L'un des moments marquants du discours d'ouverture a été l'accent mis sur le Liban, pays en crise économique, sociale et politique depuis plu-

sieurs années. Emmanuel Macron, réitérant son engagement en faveur du peuple libanais, a déclaré : « Nous tous nous tenons aux côtés du peuple ami libanais ». Cette déclaration a trouvé un écho particulier parmi les chefs d'État et de gouvernement présents, rappelant l'importance de la solidarité au sein de la communauté francophone.

Le Liban, qui a longtemps été un pilier de la culture francophone au Moyen-Orient, subit de plein fouet les conséquences d'une crise économique sévère, aggravée par les tensions politiques internes. La langue française, dans ce contexte, reste un outil essentiel de dialogue et

SOLIDARITÉ ET NUMÉRIQUE AU CŒUR DES DÉBATS

de diplomatie. L'OIF, à travers diverses initiatives, cherche à soutenir le Liban, tant sur le plan humanitaire que culturel, en renforçant l'accès à l'éducation et en soutenant les artistes et créateurs libanais francophones.

Le thème principal de ce sommet est l'évolution de la langue française à l'ère du numérique. Les nouvelles technologies transforment radicalement les façons de communiquer et d'apprendre, et la langue française n'échappe pas à cette révolution. À l'heure où les outils numériques jouent un rôle croissant dans la diffusion des langues et des cultures, l'OIF souhaite saisir ces opportunités pour promouvoir davantage la langue française et élargir son influence.

Les délégations présentes ont discuté des défis et des opportunités liés à l'usage du français dans les technologies numériques. Parmi les questions soulevées figure la prédominance de l'anglais dans le domaine des technologies et de l'innovation, un obstacle que de nombreux pays francophones cherchent à surmonter en encourageant le développement de contenus numériques en français.

Les initiatives visant à renforcer la présence du français sur les plateformes numériques sont donc

cruciales. Cela inclut le soutien à l'enseignement à distance en français, la création de logiciels et d'applications en français, ainsi que la traduction de contenus scientifiques et techniques. De telles actions contribueront à rendre la langue française plus accessible et attrayante, surtout pour les jeunes générations.

Au-delà de l'évolution de la langue française, le sommet de l'OIF a également permis d'aborder les grands défis auxquels sont confrontés les pays membres, qu'ils soient économiques, environnementaux ou sociaux. Louise Mushikiwabo a rappelé que la Francophonie ne se résume pas à une langue commune, mais qu'elle est aussi un espace de partage de valeurs, d'expériences et de solutions pour répondre aux crises mondiales.

La transition écologique et les défis posés par le changement climatique ont été

au centre des discussions, tout comme la question de la jeunesse. Les jeunes, en particulier dans les pays du Sud, sont perçus comme des acteurs clés pour le développement de la Francophonie. Le sommet a donc souligné l'importance de renforcer les programmes d'éducation, de formation et d'entrepreneuriat pour cette population, en particulier dans le contexte post-COVID-19, où les inégalités se sont creusées.

En clôture du sommet, les chefs d'État et de gouvernement ont réaffirmé leur engagement à faire de la Francophonie un acteur de premier plan sur la scène internationale. Cela passe par une coopération renforcée entre les membres, mais aussi par la promotion de la langue française comme vecteur de diversité culturelle et d'innovation.

Le XIXe sommet de l'OIF, par ses échanges et résolutions, a ainsi posé les

bases d'une Francophonie tournée vers l'avenir, prête à relever les défis du monde moderne tout en restant fidèle à ses valeurs de solidarité, de partage et de respect de la diversité culturelle.

La tenue du sommet à Villers-Cotterêts, lieu hautement symbolique pour la langue française, a renforcé l'importance de l'OIF dans le soutien et la promotion de la Francophonie. En plaçant le numérique au centre des discussions, l'organisation ouvre la voie à de nouvelles dynamiques pour renforcer la présence du français dans un monde de plus en plus globalisé et digitalisé. La solidarité avec le Liban et les autres pays francophones en difficulté témoigne aussi de l'esprit de fraternité qui caractérise cette grande famille qu'est la Francophonie.

La rédaction



F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Joseline Folly.

C. Cakpo

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafrique.tv.bj

www.firstafrique.tv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

MÉDIATION ENTRE BILLON ET THIAM

La rivalité entre Jean-Louis Billon et Tidjane Thiam, deux figures de premier plan du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), agite les coulisses du parti. Ces tensions internes, liées à la candidature pour la présidentielle de 2025, préoccupent certains élus du PDCI qui tentent d'apaiser la situation.

Le 3 octobre 2024, un déjeuner discret a été organisé au restaurant Le Comptoir, dans la commune huppée de Cocody à Abidjan, entre plusieurs cadres du parti et Jean-Louis Billon, ancien ministre du Commerce. L'objectif ? Convaincre ce dernier de renoncer à sa volonté de se présenter comme candidat du PDCI pour la prochaine élection présidentielle et éviter ainsi une confrontation avec Tidjane Thiam, ancien directeur général du Crédit Suisse et personnalité influente à l'international.

Jean-Louis Billon, un homme d'affaires bien implanté dans la scène politique ivoirienne, a exprimé ses ambitions présidentielles depuis plusieurs mois. Face à lui, Tidjane Thiam repré-

sente un autre sérieux prétendant à la candidature du PDCI. Loin des circuits politiques traditionnels depuis plusieurs années, Thiam reste cependant une figure respectée, aussi bien en Côte d'Ivoire que sur la scène internationale.

Cette compétition entre les deux hommes divise le PDCI, qui cherche à préserver l'unité nécessaire pour affronter la présidentielle de 2025. Pour plusieurs membres influents du parti, cette rivalité risque de fragiliser la formation politique, en diluant les forces dans une lutte interne au lieu de concen-

trer les efforts sur la reconquête du pouvoir exécutif. Lors du déjeuner du 3 octobre, les élus présents ont tenté de convaincre Jean-Louis Billon de revoir sa position, lui suggérant de se retirer en faveur de Tidjane Thiam, perçu comme un candidat plus consensuel et capable de rassembler les différentes factions du parti. Bien que Billon ait écouté avec attention les arguments avancés, aucune décision n'a été immédiatement prise. Les discussions entre les deux camps se poursuivent donc, avec l'espoir de parvenir à une issue favorable pour le PDCI. Cependant, à ce

stade, la situation reste incertaine, et l'éventualité d'une compétition ouverte entre Jean-Louis Billon et Tidjane Thiam pour la candidature du parti n'est pas totalement écartée.

Alors que la présidentielle de 2025 approche, le PDCI est confronté à un dilemme interne. La rivalité entre Jean-Louis Billon et Tidjane Thiam pourrait diviser le parti, mais des efforts sont en cours pour éviter une confrontation et renforcer l'unité en vue de l'échéance électorale.

Wilfrid K./La rédaction



AKUFO-ADDO PLAIDE POUR LA RÉCONCILIATION RÉGIONALE



Lors du 19e Sommet de la Francophonie à Villers-Cotterêts, le président ghanéen, Nana Akufo-Addo, a pris une position ferme sur plusieurs questions critiques touchant l'Afrique de l'Ouest, particulièrement la situation au Burkina Faso, au Niger et au Mali. À travers une série d'entretiens, notamment avec Radio France Internationale (RFI), le chef d'État a clairement souligné que le Ghana

ne pouvait pas «tourner le dos» à son voisin du nord, le Burkina Faso, malgré les récents événements troublants qui secouent la région.

Le Burkina Faso, à l'instar du Niger et du Mali, fait face à une instabilité politique marquée par une série de coups d'État récents et une montée des violences djihadistes. En début d'année 2024, ces trois pays ont pris la décision de quitter la Communau-

té économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), un retrait qui a exacerbé les tensions dans la région. Le président ghanéen, qui s'est toujours montré préoccupé par la sécurité à ses frontières, a insisté sur l'importance de garder des liens étroits avec ces voisins.

Dans ses propos à RFI, Akufo-Addo a rappelé que, malgré les défis, « **le Ghana ne peut pas tourner le dos au Burkina Faso** ».

Ce message de solidarité vient à un moment où l'unité régionale est mise à l'épreuve. Avec une frontière longue et poreuse, le Ghana est directement concerné par les effets de l'instabilité au Burkina Faso, où la menace djihadiste et la violence exacerbée posent des risques sécuritaires immédiats pour ses citoyens.

Nana Akufo-Addo, qui avait auparavant sonné l'alarme concernant l'im-

AKUFO-ADDO PLAIDE POUR LA RÉCONCILIATION RÉGIONALE

plication de mercenaires russes au Burkina Faso lors du sommet États-Unis-Afrique en 2022, semble avoir révisé sa position. À l'époque, le président ghanéen avait exprimé de vives inquiétudes sur l'influence croissante des forces russes, notamment celles liées au groupe paramilitaire Wagner. Aujourd'hui, il minimise quelque peu cette question, comparant la présence des « **supplétifs russes** » à celle des « **supplétifs français** » qui, selon lui, avaient joué un rôle similaire par le passé.

Cette réévaluation pourrait s'expliquer par les réalités géopolitiques changeantes de la région. Les relations entre le Burkina Faso et la Russie, marquées par la fourniture d'appui militaire pour combattre les groupes terroristes, sont devenues plus cruciales avec le retrait des forces françaises. Akufo-Addo semble désormais plus soucieux de maintenir la stabilité régionale que de se focaliser sur la provenance de l'aide militaire.

Au cœur du discours du président ghanéen se trouve une vision de réconciliation régionale. Il a exprimé l'espoir que le Burkina Faso, ainsi que le Mali et le Niger, puissent

réintégrer la Cédéao dans un avenir proche. Cette organisation régionale est perçue comme un pilier pour la paix, la sécurité et le développement en Afrique de l'Ouest, et le retrait de ces pays représente une perte pour tous les États membres.

Akufo-Addo a réitéré l'importance de trouver « **un nouvel arrangement** » pour ramener ces pays dans la Cédéao. Il estime qu'une telle réintégration est essentielle non seulement pour la stabilité de la région, mais aussi pour faire face aux défis sécuritaires partagés par tous les pays de la sous-région, tels que la lutte contre le terrorisme et le développement économique.

Par ailleurs, le président ghanéen a plaidé vigoureusement pour la libération de Mohamed Bazoum, l'ancien président du Niger, renversé lors d'un coup d'État en juillet 2023 et toujours emprisonné. Bazoum représente, selon Akufo-Addo, un symbole de la démocratie en Afrique de l'Ouest, et son sort ne doit pas être oublié.

« Si nous, les leaders démocratiquement élus de l'Afrique de l'Ouest, nous lui tournons le dos, demain, ça pourra être moi,

ça pourra être quelqu'un d'autre », a averti Akufo-Addo, exprimant ainsi la fragilité des régimes démocratiques dans la région. Sa prise de position en faveur de Bazoum est également un signal fort pour d'autres leaders africains, rappelant l'importance de la solidarité dans la défense de la démocratie. Le Ghana, sous la présidence d'Akufo-Addo, s'est engagé fermement à insister pour la libération sans conditions de Bazoum. Cette position reflète une volonté de renforcer les institutions démocratiques dans une région où les coups d'État sont devenus de plus en plus fréquents. Pour le président ghanéen, la stabilité et le développement de l'Afrique de l'Ouest reposent sur le respect de la démocratie et de l'état de droit.

Depuis son élection en 2017, Nana Akufo-Addo s'est imposé comme un acteur clé de la diplomatie ouest-africaine. Sous son leadership, le Ghana a non seulement cherché à maintenir la stabilité interne, mais aussi à jouer un rôle proactif dans la gestion des crises régionales. Le pays, grâce à son engagement dans les affaires régionales, est devenu un interlocuteur incontournable dans les discussions

sur la sécurité et la gouvernance en Afrique de l'Ouest.

Alors que le Burkina Faso, le Mali et le Niger continuent de faire face à de graves crises internes, le Ghana reste un bastion de stabilité dans une région tumultueuse. Akufo-Addo a utilisé cette position pour encourager le dialogue et favoriser la réconciliation régionale. La position du Ghana sur la réintégration de ces trois pays dans la Cédéao illustre son engagement à promouvoir une paix durable en Afrique de l'Ouest.

Lors du 19e Sommet de la Francophonie, Nana Akufo-Addo a démontré une fois de plus son engagement en faveur de la stabilité et de la coopération en Afrique de l'Ouest. En réaffirmant que le Ghana ne pouvait pas « tourner le dos » au Burkina Faso, tout en plaidant pour la libération de Mohamed Bazoum et la réintégration du Burkina Faso, du Niger et du Mali dans la Cédéao, le président ghanéen a montré que la solidarité et la coopération régionale sont au cœur de sa politique étrangère.

La rédaction

DÉMOCRATISATION DE L'INTERNET EN AFRIQUE EN MARCHE



L'édition 2024 du Forum sur la Liberté de l'Internet en Afrique (FIFAfrica), organisée pour la première fois en Afrique francophone, a marqué un tournant dans la lutte pour la démocratisation de l'Internet sur le continent. Du 25 au 27 septembre 2024, Dakar, au Sénégal, a accueilli la 11e édition de cet événement phare, réunissant experts, militants des droits numériques

et décideurs politiques autour de la question cruciale de l'accès à l'Internet et des libertés en ligne en Afrique.

Le Forum sur la Liberté de l'Internet en Afrique est le plus grand rassemblement consacré aux droits numériques sur le continent. Il offre une plateforme aux acteurs clés de la gouvernance de l'Internet et aux défenseurs des droits humains pour examiner les

défis et opportunités liés à la protection de la vie privée, la liberté d'expression en ligne, et l'inclusion numérique. L'édition 2024 a notamment mis en lumière les problématiques spécifiques rencontrées en Afrique francophone, où les inégalités d'accès et les coûts élevés continuent d'être un frein majeur à la démocratisation de l'Internet.

Les discussions lors de

cette édition ont porté sur des questions diverses, allant de la liberté d'expression en ligne à l'inclusion des personnes en situation de handicap, en passant par la protection des droits humains sur Internet. Ces échanges ont permis de dresser un constat : l'Afrique, qui a déjà manqué certaines révolutions technologiques majeures, ne peut se permettre de rater celle de l'Internet.

DÉMOCRATISATION DE L'INTERNET EN AFRIQUE EN MARCHE

L'un des principaux défis soulevés lors de FIFAfrica 2024 est celui de la couverture numérique et du coût d'accès à Internet. En Afrique, l'Internet reste un produit de luxe pour de nombreux citoyens, en particulier dans les zones rurales ou mal desservies. Ce manque d'accès entrave non seulement le développement économique, mais limite aussi les libertés individuelles. La démocratisation de l'Internet est donc vue comme une priorité pour assurer une meilleure inclusion sociale et un accès égal à l'information.

Cheikh Fall, président d'AfricTivistes et co-organisateur de FIFAfrica 2024, a mis en garde contre les risques d'une nouvelle marginalisation numérique du continent : « L'Afrique a déjà raté le virage des autres révolutions technologiques, elle n'a pas le droit de rater celui de l'Internet ». Il a souligné l'importance pour les gouvernements africains de comprendre que l'économie numérique peut générer de la valeur et booster le produit intérieur brut des pays. Pour ce faire, ils doivent être prêts à investir ou à créer des partenariats avec les grandes entreprises du secteur des technologies.

Les gouvernements africains ont été placés au centre des débats lors de ce forum. En effet, la régulation et la gouvernance de l'Internet ne peuvent se faire sans l'implication active des pouvoirs publics.

Les décideurs politiques, ainsi que les entreprises de télécommunications, ont été appelés à mettre en place des cadres de concertation pour rendre l'Internet accessible à tous. Cyriac Gbogou, vice-président d'AfricTivistes, a souligné que les autorités africaines doivent mieux comprendre les enjeux liés à la pénétration numérique : « **Si nos gouvernants réalisent que l'économie numérique peut créer de la valeur, ils investiront dans des infrastructures et pourront négocier des conditions avantageuses avec les grandes entreprises du secteur** ». En baissant certaines taxes ou en favorisant l'accès à l'Internet à des coûts réduits, les gouvernements peuvent contribuer à faire de cette technologie un levier de développement pour l'ensemble de la population.

Les attentes des participants à FIFAfrica 2024 étaient grandes. Beaucoup espèrent que des politiques publiques solides seront mises en place pour favoriser un accès plus large et équitable à l'Internet. Dominique Hodieb, consultante en stratégies numériques, a insisté sur l'importance de la collaboration entre gouvernements et grandes entreprises : « **Il est nécessaire qu'il y ait des responsables de politiques publiques dans chaque entreprise technologique, travaillant main dans la main avec les gouvernements pour faciliter cet accès et éduquer la population à l'utilisation de l'Internet** ».

L'éducation numérique, en effet, est un aspect crucial souvent négligé. L'Internet, bien qu'il soit un outil puissant pour la démocratisation, peut aussi être utilisé de manière abusive, notamment dans la diffusion de fausses informations ou pour alimenter des tensions politiques et sociales. Dans ce contexte, les gouvernements sont souvent réticents à laisser Internet se développer sans contrôle, craignant les dérives qui pourraient en découler.

Un autre sujet central abordé lors du Forum a été celui de la régulation des contenus publiés en ligne. Si la liberté d'expression est un droit fondamental, certains gouvernements africains voient Internet comme une menace potentielle à la stabilité sociale. Des lois restrictives et des blocages d'Internet sont encore fréquents dans certains pays, notamment lors des périodes de tension politique.

Cette approche répressive a des effets néfastes sur le potentiel de l'Internet à devenir un outil de développement. L'absence de liberté numérique étouffe l'innovation, empêche la libre circulation de l'information et décourage les initiatives citoyennes. Les participants de FIFAfrica 2024 ont donc appelé à une régulation équilibrée qui protège les droits des utilisateurs tout en garantissant un espace sûr pour l'expression et la participation civique.

Le Forum sur la Liberté de l'Internet en Afrique 2024 a offert une occasion précieuse de débattre des défis et opportunités liés à la démocratisation de l'Internet sur le continent. Les discussions ont mis en lumière l'importance d'une approche multipartite, impliquant les gouvernements, le secteur privé, et la société civile pour assurer un accès plus équitable à l'Internet.

L'Afrique ne peut se permettre de rester en marge de cette révolution numérique. Des politiques publiques claires et des cadres de concertation sont nécessaires pour faire de l'Internet un véritable moteur de développement économique, social et politique, tout en garantissant la liberté d'expression et le respect des droits numériques de tous les citoyens.

La rédaction

JEUNES DU MANDOUL MOBILISÉS POUR SAUVER DES VIES



Dans les régions du Mandoul et du Moyen-Chari, au sud du Tchad, une initiative citoyenne portée par les jeunes est en train de faire une différence cruciale dans la santé publique. Face à une pénurie alarmante de sang dans les hôpitaux de la région, en particulier à l'Hôpital Provincial de Sarh, l'Union des diplômés, étudiants et élèves du Mandoul et du Moyen-Chari pour la Culture et le Développement a pris l'initiative d'organiser une collecte de sang. Ce geste, bien que simple, est essentiel

pour faire face aux besoins pressants des patients, notamment ceux souffrant d'anémie, une affection très répandue dans la région, particulièrement chez les enfants.

Cette campagne de don de sang a rassemblé un grand nombre de jeunes, tous unis par la volonté de contribuer à la survie de leurs concitoyens. Le président de l'Union, Solet Danaï, a expliqué la motivation derrière cette action en déclarant : « Ce don de sang est un geste simple mais essentiel pour

sauver des vies ». En effet, dans une région où les ressources en matière de santé sont limitées et où la prévalence de maladies comme l'anémie est élevée, cette collecte est vitale. L'anémie, surtout chez les enfants et les femmes enceintes, peut devenir une urgence médicale nécessitant des transfusions immédiates. Cependant, sans un approvisionnement régulier en sang, les hôpitaux sont souvent incapables de répondre à ces besoins.

L'initiative des jeunes de Mandoul et du Moyen-Chari est une ré-

ponse directe à cette problématique. Elle démontre non seulement leur prise de conscience des défis locaux, mais aussi leur capacité à s'organiser pour y répondre de manière efficace. Cette solidarité intergénérationnelle, incarnée par la jeunesse de ces deux régions, est un exemple pour l'ensemble du pays.

L'Hôpital Provincial de Sarh, principal centre médical de la région, a accueilli cette initiative avec enthousiasme. Mme Haroun Madjimta, cheffe de service du laboratoire de

JEUNES DU MANDOUL MOBILISÉS POUR SAUVER DES VIES

l'hôpital, a souligné l'importance de cette action pour maintenir les stocks de sang indispensables à la prise en charge des patients. « Chaque goutte de sang compte », a-t-elle affirmé, illustrant la réalité du besoin constant de sang pour les transfusions. En effet, les hôpitaux des zones rurales comme Sarh sont souvent confrontés à des pénuries de produits sanguins, qui compromettent les soins apportés aux patients. Cela est particulièrement critique dans les situations d'urgences médicales, telles que les accidents de la route, les accouchements compliqués ou les crises d'anémie sévère chez les enfants. Grâce à l'effort des jeunes, l'hôpital pourra temporairement augmenter ses réserves de sang et, par conséquent, répondre aux urgences de manière plus efficace.

Youssef Mamaï, directeur de l'hôpital, a quant à lui exprimé sa gratitude envers les donateurs et l'Union pour cette initiative. Il a exhorté d'autres organisations à suivre cet exemple et à se mobiliser pour des campagnes similaires, renforçant ainsi le partenariat entre les institutions de santé et les communautés locales.

L'Union des diplômés, étudiants et élèves du Mandoul et du Moyen-Chari, à l'origine de cette collecte, n'en est pas à sa première initiative pour le bien-être de la région. L'association s'investit depuis longtemps dans des actions concrètes visant à améliorer la qualité de vie des habitants. Au-delà de la santé, elle s'implique dans des domaines variés tels que l'éducation, la culture et l'environnement.

Les membres de l'Union ont, par exemple, lancé des campagnes de sensibilisation à l'importance de l'éducation dans les zones rurales, en mettant l'accent sur la scolarisation des filles, souvent laissées de côté. Ils ont également mené des actions en faveur de la protection de l'environnement, en organisant des opérations de nettoyage et de reboisement dans les zones les plus touchées par la déforestation. En matière de santé, ils ont régulièrement pris des mesures pour sensibiliser la population aux dangers des maladies infectieuses, comme le paludisme et le VIH/Sida, et ont organisé des collectes de fonds pour améliorer les équipements des centres de santé locaux.

Cette campagne de don de sang n'est donc qu'une autre illustration de leur engagement profond et constant envers le développement de la région. Comme l'a rappelé Solet Danaï, cette action fait partie d'une démarche globale de contribution au développement, à travers laquelle chaque membre de l'Union cherche à jouer un rôle actif dans la société.

Le succès de cette collecte de sang témoigne de la force de la solidarité dans ces régions du Tchad. Les jeunes du Mandoul et du Moyen-Chari montrent qu'ils sont non seulement conscients des problèmes qui affectent leur communauté, mais qu'ils sont également prêts à agir pour y remédier. Leur engagement est d'autant plus louable qu'il s'inscrit dans un contexte souvent difficile, marqué par des défis socio-économiques et des ressources limitées.

De telles initiatives citoyennes, où la population locale prend en main la résolution des problèmes de santé, sont un modèle à suivre pour d'autres régions du Tchad et d'ailleurs. Elles montrent que la jeunesse peut jouer un rôle moteur dans le

développement, en mettant en œuvre des actions concrètes et en inspirant les autres à participer.

La collecte de sang organisée par l'Union des diplômés, étudiants et élèves du Mandoul et du Moyen-Chari est un exemple frappant de la manière dont les jeunes peuvent s'unir pour sauver des vies. Cette initiative est non seulement une réponse immédiate à la pénurie de sang qui frappe l'Hôpital Provincial de Sarh, mais elle constitue également un symbole de la solidarité et de l'engagement des jeunes pour le bien-être de leur communauté.

À travers cette action, les jeunes montrent qu'ils peuvent être des acteurs essentiels du changement, en répondant aux besoins de santé publique et en sensibilisant la population aux enjeux de la santé. Il s'agit là d'un pas important vers une meilleure prise en charge des urgences médicales dans la région et, plus largement, d'une avancée pour le développement du Mandoul et du Moyen-Chari.

La rédaction

TSHISEKEDI ET MACRON DISCUTENT SÉCURITÉ RÉGIONALE



Ce vendredi 3 octobre 2024, une rencontre cruciale a eu lieu à Paris entre Félix Tshisekedi, président de la République Démocratique du Congo (RDC), et Emmanuel Macron, président de la France, pour discuter des enjeux sécuritaires et diplomatiques qui affectent l'Est de la RDC et ses relations avec le Rwanda. Cette rencontre s'inscrit dans un contexte marqué par des tensions persistantes entre Kinshasa et Kigali, en raison de l'implication du Rwanda dans les

conflits qui ravagent la région des Grands Lacs. En effet, la RDC accuse le Rwanda de soutenir les groupes armés qui déstabilisent son territoire, notamment les rebelles du M23. Face à ces défis, les deux chefs d'État ont abordé des sujets d'une importance capitale : la sécurité régionale, le processus de paix avec le Rwanda, et le soutien international pour une résolution pacifique des conflits.

Depuis plusieurs décennies, l'Est de la RDC est le théâtre de violences

répétées, alimentées par la présence de groupes armés et les conflits ethniques. Parmi ces groupes, le Mouvement du 23 mars (M23), une rébellion active dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, a joué un rôle majeur dans l'instabilité de la région. La RDC accuse le Rwanda de soutenir militairement le M23, aggravant ainsi les tensions entre les deux nations. Kigali a toujours nié ces allégations, mais les rapports des Nations Unies et d'autres organisations internationales ont apporté des éléments suggérant un lien entre le

Rwanda et le M23.

Le conflit entre la RDC et le Rwanda dépasse les simples rivalités nationales. Il fait partie d'un tableau plus large de la crise dans la région des Grands Lacs, où les répercussions des guerres civiles et des génocides des années 1990 continuent de se faire sentir. Les populations civiles, en particulier dans les zones frontalières, sont les principales victimes de ces violences, avec des millions de déplacés internes et une crise humanitaire grandissante.

Face à cette situation,

TSHISEKEDI ET MACRON DISCUTENT SÉCURITÉ RÉGIONALE

plusieurs initiatives diplomatiques ont été lancées pour tenter de restaurer la paix et la sécurité dans la région. Le Processus de Luanda, initié par des pays africains avec le soutien de la communauté internationale, vise à faciliter le dialogue entre la RDC et le Rwanda. Ce processus, parrainé notamment par l'Angola, a pour objectif d'établir une feuille de route commune pour la désescalade des tensions et la recherche de solutions politiques aux conflits.

Lors de leur rencontre, Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron ont réaffirmé leur engagement à soutenir le Processus de Luanda. Tshisekedi a souligné l'importance de ce cadre de dialogue, tout en appelant à un renforcement de la pression internationale sur le Rwanda pour qu'il cesse tout soutien aux groupes armés opérant en RDC. De son côté, Macron a réitéré la position de la France en faveur d'une approche diplomatique, tout en appelant à une mobilisation accrue de la communauté internationale pour stabiliser la région.

La rencontre a également permis aux deux dirigeants de discuter des moyens concrets pour renforcer la coopération entre la RDC et la France dans le

domaine de la sécurité. La France, qui possède une influence diplomatique majeure en Afrique, joue un rôle clé dans les discussions internationales sur la situation en RDC. Macron a promis un soutien accru à Kinshasa, tant sur le plan militaire que dans le domaine de l'assistance humanitaire.

La crise sécuritaire en RDC a de graves répercussions humanitaires. Des milliers de personnes sont déplacées chaque année, fuyant les combats entre les forces armées congolaises et les groupes rebelles. La région est également en proie à des épidémies récurrentes, à la malnutrition et à l'effondrement des infrastructures de santé. Au cours de leur entretien, Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron ont mis l'accent sur l'urgence d'une action humanitaire renforcée pour venir en aide aux populations affectées.

Les organisations internationales, telles que les Nations Unies, l'Union africaine et l'Union européenne, jouent un rôle important dans la gestion de cette crise. La France, en tant que membre influent de ces organisations, a réaffirmé son soutien à l'envoi d'une mission de maintien de la paix dans

les régions touchées, tout en appelant à une coordination accrue des efforts internationaux. Emmanuel Macron a également annoncé l'octroi d'une aide humanitaire supplémentaire à destination des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les plus touchées par les violences.

La rencontre entre les deux présidents a eu lieu en marge du 19e sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), qui se tient à Villers-Cotterêts, en France. Ce sommet, qui réunit une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, offre une opportunité pour aborder les enjeux globaux touchant les pays membres de l'OIF, y compris la sécurité et la coopération régionale.

Tshisekedi a profité de sa participation au sommet pour renforcer ses alliances diplomatiques et plaider pour une mobilisation internationale plus forte en faveur de la paix en RDC. La Francophonie, qui regroupe de nombreux pays africains, représente une plateforme essentielle pour porter la voix de la RDC sur la scène internationale. Les discussions sur la sécurité en Afrique, notamment dans la région des Grands Lacs, ont été au cœur des échanges

entre les membres de l'OIF.

La rencontre entre Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron marque une nouvelle étape dans la recherche d'une solution durable aux conflits qui secouent l'Est de la RDC. Si les défis restent nombreux, le soutien de la communauté internationale, notamment de la France, est essentiel pour parvenir à une stabilisation de la région. Le processus de paix engagé à travers le Processus de Luanda constitue une lueur d'espoir, mais sa réussite dépendra de la volonté des parties prenantes à s'engager sincèrement dans un dialogue constructif.

La RDC, sous la direction de Tshisekedi, continue de faire pression pour que le Rwanda mette fin à tout soutien aux groupes armés opérant sur son territoire. De son côté, la France, par la voix d'Emmanuel Macron, s'engage à soutenir les efforts diplomatiques et à renforcer l'aide humanitaire. La communauté internationale observe de près les évolutions de ce processus, qui pourrait ouvrir la voie à une paix durable dans la région des Grands Lacs.

La rédaction

AMENOUNVE PRIMÉ POUR LA RSE EN BOURSE



Lors du 8ème Forum African Business & Social Responsibility, qui s'est tenu à Abidjan les 2 et 3 octobre 2024, Edoh Kossi Amenounve, directeur général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), a été honoré en recevant le titre d'Ambassador of the Year. Cette distinction souligne ses efforts pour promouvoir la Responsabili-

té Sociétale des Entreprises (RSE) dans l'espace financier de l'UEMOA, démontrant ainsi que finance et durabilité peuvent s'allier pour un développement harmonieux en Afrique de l'Ouest.

Sous sa direction, la BRVM a fait d'importants pas vers l'intégration de la RSE dans les pratiques des entreprises cotées. Depuis

2016, avec son adhésion à l'initiative des Nations Unies Sustainable Stock Exchange (SSE), la BRVM œuvre à promouvoir des investissements durables et une gouvernance exemplaire. Ce programme SSE encourage les bourses mondiales à jouer un rôle central dans la diffusion de pratiques financières responsables, assurant que les entreprises cotées intègrent les enjeux

sociaux, environnementaux et de gouvernance (ESG) dans leurs stratégies à long terme.

Parmi les réformes majeures introduites par la BRVM, figure l'adoption d'un code de gouvernance pour les entreprises cotées, élaboré en partenariat avec l'International Finance Corporation (IFC). Ce code vise à encourager une meilleure transparence, ainsi

AMENOUNVE PRIMÉ POUR LA RSE EN BOURSE

que des pratiques sociales et environnementales responsables. Dans cette lignée, un autre jalon important a été posé en 2022 avec la publication d'un nouveau règlement général. L'article 65 de ce règlement invite les sociétés cotées à publier des rapports réguliers sur leurs performances en matière de RSE, afin de renforcer la transparence et de garantir aux investisseurs des pratiques responsables et durables.

Le leadership d'Amenounve dans la mise en place de ces initiatives lui a valu non seulement cette reconnaissance prestigieuse lors du Forum African Business & Social Responsibility, mais aussi le respect des acteurs du marché financier ouest-africain. Ce titre d'Ambassador of the Year illustre la manière dont les efforts de la BRVM contribuent à aligner les entreprises africaines sur les standards internationaux en matière de durabilité, tout en faisant du marché financier un moteur de développement.

Les défis de la RSE sont particulièrement importants dans les marchés émergents comme ceux

de l'UEMOA. Beaucoup d'entreprises de cette région ont dû s'adapter à ces nouvelles exigences en matière de transparence et de responsabilité environnementale. La pression exercée par la BRVM pousse à une transformation culturelle au sein des entreprises, où la performance ne se limite plus à des résultats financiers, mais inclut aussi l'impact sur la société et l'environnement.

En outre, la promotion de la RSE par la BRVM répond aux aspirations d'une nouvelle génération d'investisseurs, de plus en plus soucieux de l'impact social et environnemental des entreprises dans lesquelles ils investissent. De nombreuses études montrent que les entreprises qui intègrent la durabilité dans leurs

pratiques ont non seulement un impact positif sur la société, mais tendent aussi à surperformer sur le long terme. La BRVM, en encourageant ces pratiques, fait preuve de vision stratégique pour l'avenir du marché financier de l'UEMOA.

Le Forum African Business & Social Responsibility a mis en lumière l'importance croissante de la RSE dans le contexte africain. Des initiatives comme celles de la BRVM sont des exemples à suivre pour d'autres bourses et marchés financiers sur le continent. Les questions liées au changement climatique, aux inégalités sociales, et à la gouvernance sont désormais des priorités mondiales, et les entreprises africaines sont de plus en plus appelées à

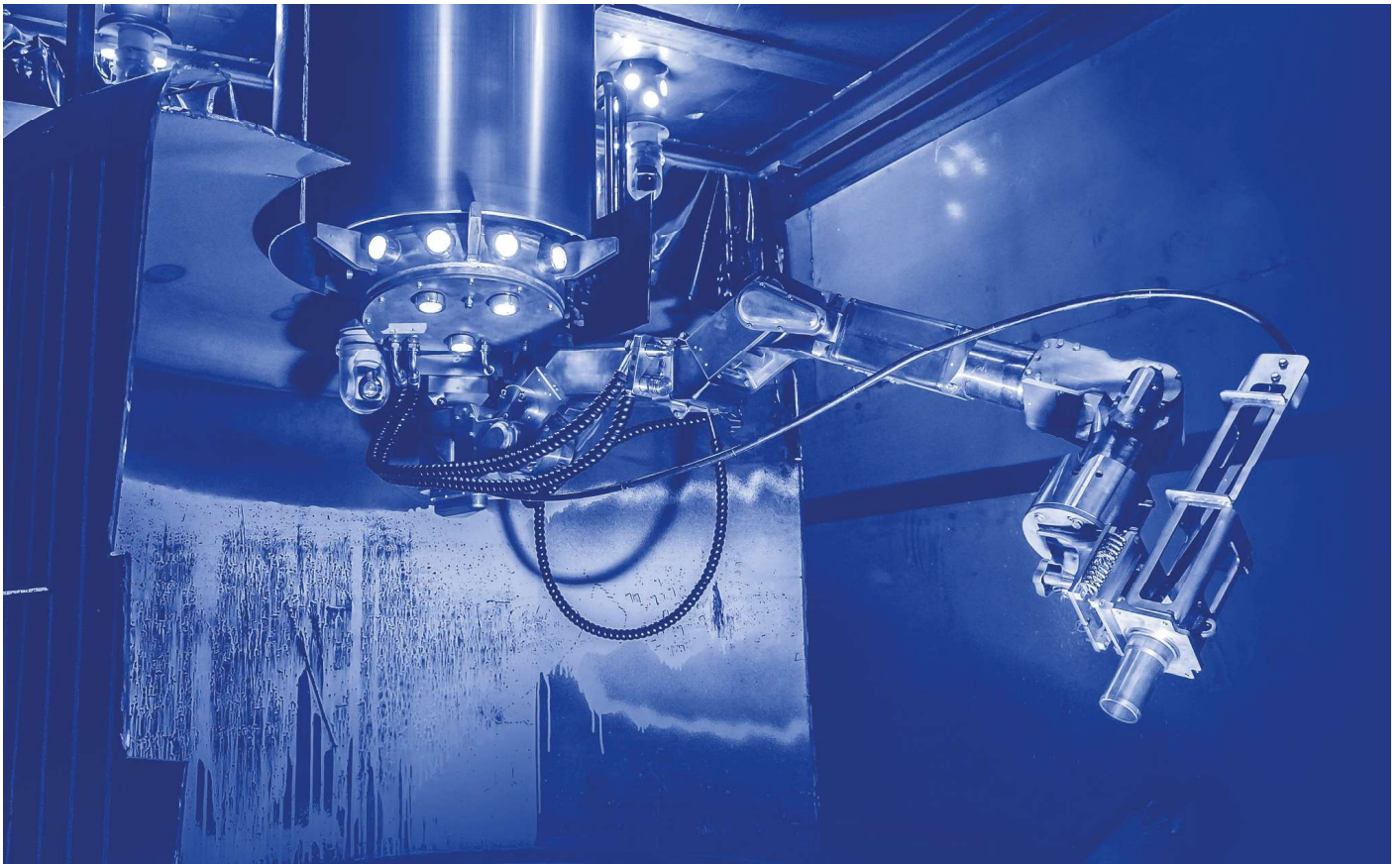
répondre à ces défis.

La reconnaissance d'Edoh Kossi Amenounve au Forum African Business & Social Responsibility reflète une évolution majeure dans l'attitude des marchés financiers africains envers la RSE. Grâce à son engagement, la BRVM s'affirme non seulement comme un acteur clé de la finance en Afrique de l'Ouest, mais aussi comme un promoteur de pratiques responsables et durables. Cette distinction est une preuve supplémentaire que la finance peut et doit jouer un rôle crucial dans la résolution des grands défis sociaux et environnementaux de notre époque.

La rédaction



DÉCOUPE LASER RÉVOLUTIONNE LE DÉMANTÈLEMENT NUCLÉAIRE



Le démantèlement des installations nucléaires, une tâche complexe et cruciale, connaît un bouleversement technologique grâce à l'utilisation de la découpe laser télé-opérée. Développée par le CEA et mise en œuvre par Onet Technologies, cette innovation permet d'intervenir dans des environnements radioactifs de manière plus rapide, sûre et efficace, marquant ainsi une rupture par rapport aux méthodes traditionnelles de découpe mécanique.

Avec de nombreux réacteurs nucléaires arrivant en fin de cycle d'exploitation dans le monde, le besoin de solutions de démantèlement devient urgent. Les défis majeurs incluent la réduction de l'exposition des travailleurs à la radioactivité et l'optimisation des processus pour minimiser les coûts et le temps d'intervention. La découpe laser, télé-opérée à distance, répond à ces exigences. Elle a prouvé son efficacité dès 2015 lors du démantèlement de l'usine UP1 du CEA Mar-

coule, où la technologie a été testée en milieu radioactif.

Le marché du démantèlement nucléaire est en pleine expansion, notamment pour les réacteurs de première génération. Selon Muriel Firon, cheffe du département de recherche sur les procédés et matériaux pour les environnements complexes au CEA Marcoule, « **les enjeux sont de réduire au maximum le contact de l'homme avec la radioactivité et d'agir rapidement** ». La découpe

laser télé-opérée, en éliminant une partie des risques associés aux interventions humaines en milieu irradié, représente une réponse innovante à ces enjeux. Cette technologie apporte une amélioration significative en termes de fiabilité par rapport aux techniques de découpe mécanique traditionnelles. En effet, comme le souligne Alain Gauvin, directeur général d'Onet Technologies, les outils mécaniques présentent des limitations en matière de sécurité et d'efficacité,

DÉCOUPE LASER RÉVOLUTIONNE LE DÉMANTÈLEMENT NUCLÉAIRE

notamment dans les environnements à forte radiation. Le laser, en revanche, permet de pénétrer dans des zones difficiles d'accès et d'opérer avec une grande précision.

L'inauguration du Technocentre laser de Chusclan par Onet Technologies en 2024 illustre la volonté de l'entreprise de pousser plus loin l'industrialisation de cette technologie. Ce centre, dédié à la recherche et au développement autour de l'application du laser dans le démantèlement nucléaire, se concentre sur trois principaux objectifs : la réalisation d'essais préalables avant les interventions sur site, la formation des opérateurs à l'utilisation du laser, et le développement de nouvelles applications, notamment dans le domaine de la décontamination. La découpe laser intéresse également des acteurs internationaux, comme le Japon, où la technologie pourrait être utilisée pour le démantèlement des réacteurs de Fukushima-Daïchi. « **Les exploitants de réacteurs européens en démantèlement sont également très intéressés** », précise Alain Gauvin, renforçant ainsi le

potentiel de cette technologie à s'imposer comme une norme dans le secteur.

Au-delà de la découpe laser, Onet Technologies explore d'autres pistes d'innovation dans son Technocentre. Le développement de méthodes de soudage automatisées, couplées à un contrôle en temps réel, est en cours, ainsi que la mise au point de techniques d'inspection des zones difficiles d'accès, par exemple la détection de la corrosion dans des tuyauteries grâce à des ultrasons. Ces innovations visent à améliorer la sécurité et l'efficacité des interventions, tout en réduisant les interruptions des chantiers.

La réalité augmentée est un autre domaine d'expérimentation prometteur. En projetant les opérateurs dans des scénarios d'intervention avant leur réalisation, cette technologie permet d'anticiper les risques et de sécuriser davantage les chantiers. Avec la relance du nucléaire en France et dans d'autres pays, les besoins en formation et en recrutement sont immenses. Selon le Groupement des industriels français de

l'énergie nucléaire (GIFEN), la filière devra recruter entre 10 000 et 15 000 personnes chaque année d'ici 2030 pour répondre aux besoins croissants, notamment en termes de démantèlement et d'entretien des installations existantes.

Onet Technologies, en tant que leader dans le domaine du démantèlement nucléaire, participe activement à cet effort. Ses treize centres de formation, dont le Technocentre laser, jouent un rôle crucial dans l'attraction et la reconversion de talents, tout en promouvant une plus grande féminisation du secteur. « L'attractivité du secteur a beaucoup évolué ces dernières années »,

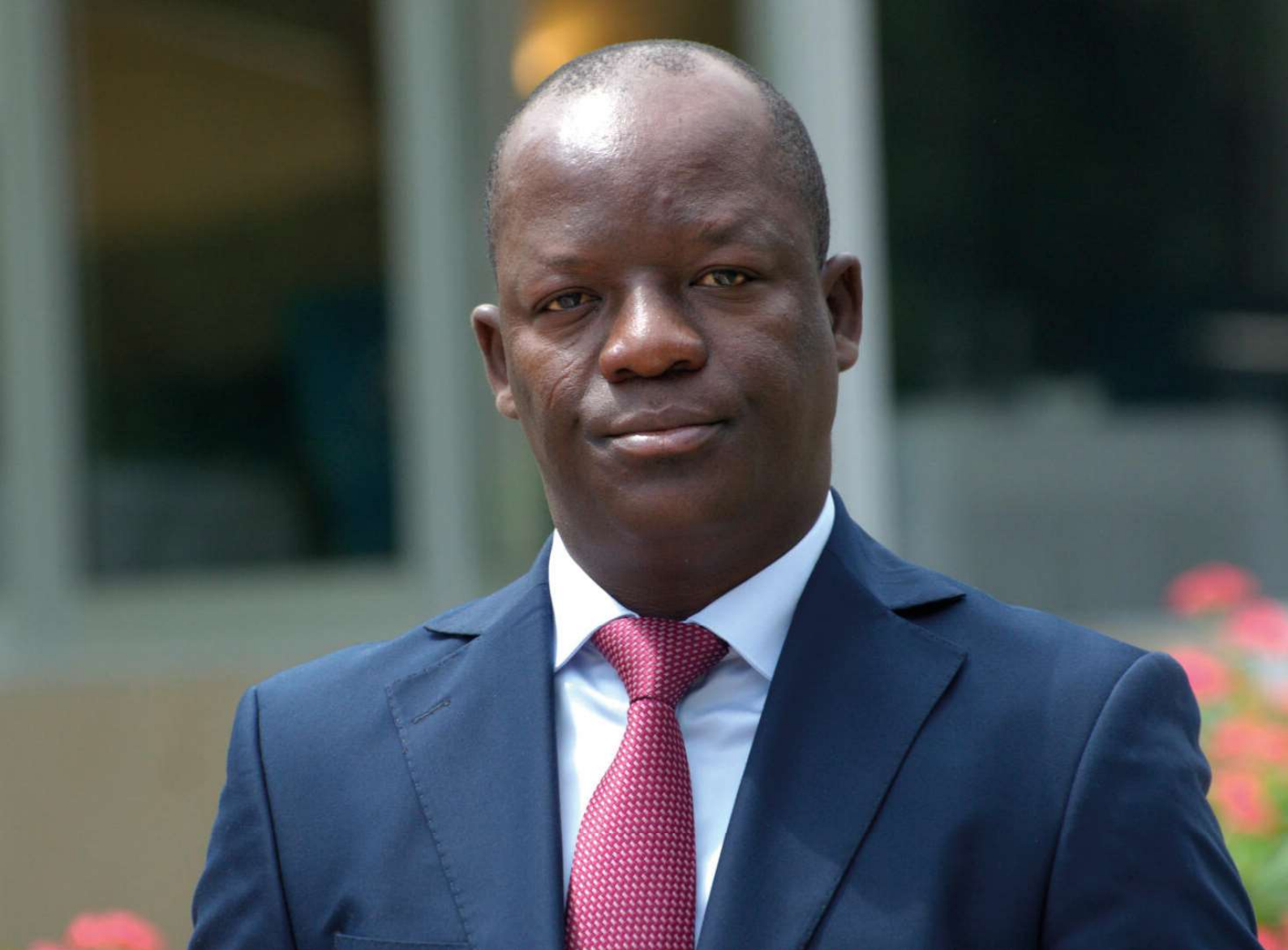
souligne Alain Gauvin, en référence à l'importance croissante du nucléaire dans la décarbonation de l'énergie.

La découpe laser télé-opérée représente une avancée majeure dans le démantèlement des installations nucléaires, répondant aux enjeux de sécurité, de rapidité et de réduction des coûts. En s'imposant comme une technologie de référence, elle promet de transformer durablement la manière dont le secteur aborde cette tâche complexe, tout en ouvrant la voie à de nouvelles innovations.

La rédaction



LE TOGO VEUT DEVENIR LEADER EN CYBERSÉCURITÉ



Le Togo est résolu à devenir un acteur majeur de la cybersécurité en Afrique de l'Ouest avec un plan d'investissement ambitieux de près de 3 milliards de Fcfa sur les quatre prochaines années. Cette initiative vise à répondre aux défis croissants du cyberespace tout en renforçant les compétences techniques nationales et en assurant la sécurité des infrastructures critiques

FIRST AFRIQUE

du pays.

Cette nouvelle politique a été dévoilée par le ministre de la Sécurité, Calixte Madjoulba, lors du lancement de la stratégie nationale de la cybersécurité à Lomé. Elle découle d'un travail initié en 2022 par l'Agence nationale de cybersécurité (Ancy), avec le soutien de Cyber Defense Africa (CDA), son bras opérationnel.

Un plan structuré autour de quatre axes principaux. La stratégie nationale de cybersécurité repose sur quatre axes fondamentaux qui visent à moderniser et à sécuriser l'écosystème numérique togolais entre 2024 et 2028.

1. Promouvoir une culture de la cybersécurité et développer des compétences techniques

L'un des principaux objectifs

du gouvernement est d'inscrire la cybersécurité dans la vie quotidienne des citoyens togolais. Cela inclut l'intégration de l'enseignement de la cybersécurité dans les programmes scolaires, de l'école primaire jusqu'à l'université, ainsi que dans les formations professionnelles. Une large campagne de sensibilisation sera mise en place afin de faire des citoyens des acteurs actifs de la protection numérique.

Cette initiative devrait en-

LE TOGO VEUT DEVENIR LEADER EN CYBERSÉCURITÉ

courager une vigilance accrue face aux cybermenaces et inculquer de bonnes pratiques de sécurité numérique dès le plus jeune âge.

2. Renforcer les capacités de réponse aux incidents de cybersécurité

Le deuxième axe consiste à améliorer les mécanismes de détection et de réponse aux cyberattaques. Le Togo prévoit de mettre en place des structures capables de réagir rapidement et de manière coordonnée aux menaces numériques. Cela inclut le développement de nouvelles technologies pour surveiller les réseaux et la mise en place de centres spécialisés pour le traitement des incidents de cybersécurité.

3. Créer un cadre harmonisé pour la collecte de preuves numériques et la lutte contre la cybercriminalité.

La lutte contre la cybercriminalité passe par l'établissement de règles claires concernant la gestion des preuves numériques et le renforcement des capacités juridiques. Le Togo souhaite créer une entité unique pour superviser cette lutte, garantissant ainsi une réponse cohérente et organisée. Ce volet est crucial pour permettre une meilleure poursuite des délits cybernétiques, qui sont en constante augmentation dans la région.

4. Sécuriser les systèmes d'information des infrastructures critiques

Le dernier axe de la stratégie porte sur la sécurisation des systèmes d'information des infrastructures critiques du pays, telles que l'administration publique, les opérateurs de services essentiels et l'économie numérique. L'objectif est de garantir une protection continue contre les menaces toujours plus complexes qui visent ces infrastructures stratégiques.

Dans un monde où les menaces numériques évoluent rapidement, le Togo cherche à assurer la sécurité de ses infrastructures et de ses données tout en renforçant la confiance des citoyens dans les services numériques. « **À cette ère de la transformation digitale, il faut protéger les données et les systèmes d'information face à des menaces de plus en plus complexes. C'est une dynamique porteuse d'im-**

menses opportunités », a affirmé Commandant Gbota Gwaliba, directeur général de l'Ancy.

L'importance de cette stratégie ne réside pas uniquement dans le développement technologique, mais aussi dans la manière dont elle place le citoyen au cœur de la sécurisation du cyberspace. Le gouvernement togolais insiste sur l'implication de tous, du secteur public et privé à la société civile, pour que chacun participe à la protection des données numériques du pays.

Le ministre Calixte Madjoulba a souligné que la cybersécurité ne concerne pas seulement les autorités ou les experts, mais bien chaque citoyen. Selon lui, « **Peu importe la position à laquelle nous sommes, chacun doit apporter sa contribution à la production de la sécurité nationale sous toutes ses formes.** » Cette ap-

proche collaborative vise à créer un cyberspace plus résilient et plus sûr.

Le lancement de cette stratégie est une étape clé dans le développement du Togo en tant que leader régional de la cybersécurité. En investissant dans des infrastructures robustes et en encourageant une culture numérique sécurisée, le Togo espère non seulement protéger ses citoyens, mais aussi devenir une référence en matière de sécurité numérique en Afrique de l'Ouest.

Ce plan ambitieux, s'il est mené à bien, permettra au Togo de renforcer son rôle stratégique dans la sécurisation du cyberspace en Afrique, tout en protégeant les données sensibles de ses citoyens et de ses infrastructures essentielles.

Wilfrid K./La rédaction



VERS L'EXTRADITION DE L'EX-PRÉSIDENT DAMIBA



Le Burkina Faso s'apprête à franchir une nouvelle étape dans la gestion de la crise sécuritaire qui secoue le pays. Le gouvernement de la Transition, dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré, envisage d'extraire l'ancien chef de la junte, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, actuellement exilé à Lomé, au Togo.

Ce dernier est accusé de tentative de déstabilisation des autorités en

place, en lien avec des attaques terroristes.

Paul-Henri Damiba, qui avait renversé le président démocratiquement élu Roch Marc Christian Kaboré en janvier 2022, s'est lui-même retrouvé évincé du pouvoir en septembre de la même année par le capitaine Traoré. Depuis lors, il s'est réfugié au Togo. Cependant, des révélations récentes ont mis en lumière son implication présumée dans des complots visant à déstabiliser

le régime actuel.

Lors d'une interview à la radio nationale, samedi 5 octobre 2024, le capitaine Ibrahim Traoré a déclaré que des discussions étaient en cours avec les autorités togolaises pour obtenir l'extradition de Damiba vers le Burkina Faso. Selon le président burkinabè, l'ex-chef de la junte serait le cerveau d'un plan de déstabilisation en collaboration avec des groupes armés terroristes. L'un des éléments qui a ac-

célé les pourparlers pour l'extradition de Damiba est son implication présumée dans l'attaque de Barsalogho, survenue le 24 août 2024. Cette attaque a coûté la vie à plusieurs personnes et est considérée par les autorités comme une partie d'un plan plus large pour ébranler la stabilité du Burkina Faso. Dans un communiqué officiel, le gouvernement a affirmé que les instigateurs de ce plan avaient collaboré avec des groupes terroristes pour lancer des

LE PRÉSIDENT KÉNYAN RENCONTRE SES TROUPES

offensives coordonnées contre plusieurs infrastructures sensibles du pays.

« **Nous communiquons avec les autorités togolaises, et elles-mêmes ont été surprises des agissements de Damiba avec les terroristes dans le drame de Barsalogho** », a affirmé le capitaine Traoré. Il a ajouté que des preuves solides avaient été recueillies montrant que Damiba avait joué un rôle clé dans l'organisation de ces actions déstabilisatrices.

Les relations entre le régime actuel de Traoré et l'ex-président Damiba n'ont jamais été au beau fixe depuis le coup d'État de septembre 2022. Bien que Damiba ait choisi l'exil pour éviter d'autres confrontations, les tensions n'ont cessé de croître à mesure que des informations faisaient surface sur son rôle dans les crises sécuritaires qui continuent d'affecter le Burkina Faso.

Lors de son intervention radiophonique, Ibrahim Traoré a souligné qu'au départ, le gouvernement de la Transition avait opté pour une approche diplomatique, évitant de prendre des mesures drastiques contre un ancien président. Cependant, face à la gravité des accusations et à la menace sécuritaire croissante, cette posture semble avoir changé. « **En toute honnêteté, au**

départ, on n'a pas voulu être désagréable avec un ancien président », a reconnu le capitaine Traoré, tout en laissant entendre que la patience des autorités burkinabè avait atteint ses limites.

Le processus d'extradition de Paul-Henri Damiba est loin d'être simple, mais les discussions en cours avec Lomé montrent que le Burkina Faso est déterminé à le rapatrier pour qu'il réponde des accusations portées contre lui. « **Je ne promets rien, mais je l'espère. Nous avons repris les discussions avec les autorités togolaises** », a précisé le capitaine Traoré, laissant entendre que le Togo pourrait accepter de coopérer.

L'ex-président de la Transition burkinabè est accusé d'avoir orchestré des actions visant à saper l'auto-

rité du gouvernement de la Transition et de maintenir un climat d'insécurité dans le pays, en lien avec des acteurs terroristes. Les autorités actuelles estiment que son extradition est nécessaire pour garantir la stabilité du pays et envoyer un signal fort à ceux qui chercheraient à exploiter la crise sécuritaire pour des gains politiques.

Cette affaire dépasse les frontières du Burkina Faso et met en lumière les défis auxquels la région est confrontée en matière de sécurité et de coopération judiciaire. Le fait que Paul-Henri Damiba soit réfugié au Togo pose des questions sur la gestion des anciens dirigeants qui, après avoir perdu le pouvoir, sont souvent perçus comme des acteurs potentiels de déstabilisation dans leurs pays d'origine.

L'issue des pourparlers entre Lomé et Ouagadougou sera scrutée de près, car elle pourrait influencer la manière dont d'autres pays de la sous-région gèrent les crises sécuritaires et politiques. Pour le Burkina Faso, l'extradition de Damiba pourrait non seulement permettre de renforcer la légitimité du régime de Traoré, mais aussi de poser les bases d'une coopération plus solide avec ses voisins pour combattre le terrorisme et les forces déstabilisatrices.

Le président Ibrahim Traoré a clairement fait savoir que le Burkina Faso ne baissera pas les bras dans sa lutte contre l'insécurité, et que tous les acteurs impliqués, qu'ils soient internes ou externes, devront en répondre.

La rédaction



POLÉMIQUE LORS DE LA RENTRÉE JUDICIAIRE 2024



La rentrée judiciaire 2024 au Burkina Faso, tenue le 1er octobre, a été marquée par une absence notable : celle du président de la transition, le capitaine Ibrahim Traoré. Son absence à cette cérémonie solennelle a suscité une vive polémique, d'autant plus que sa présence avait été annoncée par la présidence. Pourtant, le capitaine Traoré n'a pas franchi la porte de la salle d'audience, en raison d'un désaccord

protocolaire entre son équipe et les magistrats. Cet incident, rare dans l'histoire récente du Burkina Faso, interroge sur les rapports entre l'exécutif et le pouvoir judiciaire dans un contexte déjà tendu.

L'arrivée du cortège présidentiel sur le lieu de la cérémonie avait pourtant laissé présager la présence effective du chef de l'État. La sécurité présidentielle avait sécurisé la salle de

l'audience solennelle, laissant entendre que tout se déroulerait comme prévu. Cependant, contre toute attente, Ibrahim Traoré n'est jamais sorti de son véhicule, préférant repartir après plusieurs minutes d'attente. À la surprise générale, il a finalement été représenté par le président du Parlement de transition.

Cet événement a immédiatement fait naître des spéculations et des inter-

rogations. Pourquoi le président, dont la présence avait été annoncée, n'a-t-il pas participé à une cérémonie aussi symbolique que la rentrée judiciaire ? Selon une source judiciaire, le problème viendrait d'un désaccord protocolaire entre les équipes présidentielles et les magistrats. Le protocole présidentiel aurait exigé que le capitaine Traoré soit le dernier à entrer dans la salle, une demande à laquelle les magistrats auraient op-

POLÉMIQUE LORS DE LA RENTRÉE JUDICIAIRE 2024

posé un refus catégorique. En effet, dans le cadre des audiences solennelles, la tradition judiciaire veut que les juges en charge de l'audience soient les derniers à entrer dans la salle, un geste symbolique qui met en avant l'autorité judiciaire.

Ce désaccord autour de l'ordre d'entrée dans la salle a pu sembler anodin à première vue, mais il révèle des tensions plus profondes entre les institutions judiciaires et l'exécutif. Le pouvoir judiciaire, bien que souvent perçu comme subordonné à l'exécutif dans de nombreux États africains, cherche ici à réaffirmer son autonomie. En refusant d'adapter le protocole pour le président, les magistrats semblent avoir envoyé un signal fort : l'indépendance de la justice ne doit pas être remise en question, même en présence du chef de l'État.

Cette rigidité protocolaire peut également être interprétée comme une réponse à des événements récents. En août 2024, plusieurs magistrats burkinabés avaient été réquisitionnés puis envoyés au front dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Cet acte avait suscité des débats, certains estimant que cela mettait en péril l'indépendance des magistrats et détournait ces derniers de leurs fonctions

premières au service de la justice. Cet envoi au front des magistrats, perçu par certains comme une mesure excessive, a pu renforcer une certaine défiance au sein du corps judiciaire vis-à-vis du pouvoir exécutif.

Malgré les spéculations, certains observateurs insistent sur le fait que cet incident ne serait pas une forme de défiance des magistrats à l'égard du président Traoré. Selon le quotidien burkinabé L'Observateur Paalga, il s'agirait avant tout d'une mauvaise organisation, et il serait nécessaire de situer les responsabilités pour éviter que de tels incidents ne se reproduisent à l'avenir. La gestion du protocole dans les événements solennels, qui implique des acteurs aux statuts variés, est souvent un exercice complexe, et un défaut de communication peut rapidement générer en malentendu. Cependant, dans un pays où l'équilibre entre les institutions est fragile, ce type d'incident peut avoir des conséquences symboliques importantes.

Cette rentrée judiciaire revêtait une importance particulière pour les acteurs du secteur, qui ont décidé de placer la cérémonie sous le signe de la réflexion sur le rôle de la justice dans la promotion de la bonne gouvernance.

La justice, en tant que pilier de l'État de droit, a un rôle fondamental à jouer dans la consolidation des institutions et la lutte contre les abus de pouvoir. Dans un Burkina Faso en proie à des défis sécuritaires majeurs, la justice doit également contribuer à renforcer la confiance des citoyens envers l'État. L'incident survenu lors de la rentrée judiciaire illustre les tensions sous-jacentes qui existent entre les différentes institutions de la transition. L'absence du président Ibrahim Traoré, bien qu'imprévue, rappelle les défis auxquels est confrontée la transition au Burkina Faso. La nécessité de réaffirmer l'indépendance de la justice, tout en maintenant un dialogue constructif entre l'exécutif et le pouvoir judiciaire, est plus que jamais d'actualité.

Le Burkina Faso traverse une période de transition difficile, marquée par l'instabilité politique et les menaces sécuritaires croissantes liées au terrorisme. Dans ce contexte, la justice se trouve en première ligne pour garantir le respect des droits fondamentaux et la bonne gouvernance. Les récentes réquisitions de magistrats pour des missions de lutte contre le terrorisme, bien qu'essentiels à la sécurité du pays, soulèvent des questions sur la place réelle de la justice dans

cette transition.

Pour que la transition burkinabé réussisse, il est crucial que toutes les institutions, y compris la justice, jouent pleinement leur rôle dans un cadre respectueux des équilibres institutionnels. L'incident de la rentrée judiciaire doit donc être pris comme une opportunité pour renforcer le dialogue entre les pouvoirs exécutif et judiciaire, afin de mieux définir les rôles et responsabilités de chacun dans cette phase délicate.

L'absence du capitaine Ibrahim Traoré à la cérémonie de rentrée judiciaire au Burkina Faso, due à un désaccord protocolaire, met en lumière les tensions latentes entre les différentes institutions du pays. Alors que le Burkina Faso s'efforce de consolider ses institutions dans un contexte de transition politique et sécuritaire, cet incident souligne l'importance de la coopération et du respect mutuel entre l'exécutif et la justice. Pour assurer une transition réussie, il est essentiel que ces institutions travaillent main dans la main, tout en préservant l'autonomie nécessaire à la justice pour garantir la bonne gouvernance et la confiance des citoyens.

La rédaction

FOOTBALL

SPORT

POGBA AUTORISÉ À REJOUER EN MARS 2025



POGBA AUTORISÉ À REJOUER EN MARS 2025

Paul Pogba, star du football international, pourra faire son retour sur les terrains dès mars 2025. Sa suspension de quatre ans pour dopage a en effet été réduite à 18 mois par le Tribunal arbitral du sport (TAS), offrant ainsi à l'ex-international français une nouvelle chance de poursuivre sa carrière.

Le 11 mars 2025 marquera la fin de sa suspension, et il sera de nouveau éligible pour la compétition, juste avant de fêter ses 32 ans le 15 mars. Sur X (anciennement Twitter), Pogba a exprimé son soulagement et sa hâte de rejouer en partageant une photo de ses chaussures de football personnalisées avec ses initiales et le drapeau français.

Cette réduction de peine arrive après une affaire de dopage qui a secoué le monde du football. Contrôlé positif à la testostérone en août 2023 lors d'un match entre la Juventus et l'Udinese,

Pogba avait nié toute intention de tricherie, soulignant qu'il n'avait jamais consommé vo-

lontairement de substances interdites. Son entourage avait d'ailleurs évoqué la possibilité d'une contamination accidentelle via un complément alimentaire prescrit par un médecin.

Cet incident est survenu au milieu d'une période déjà difficile pour le milieu de terrain. Durant la saison 2022-23, Paul Pogba a enchaîné les blessures et n'a pu disputer que dix matchs. Une opération a ensuite compromis sa participation à la Coupe du Monde au Qatar, un tournoi qu'il espérait disputer après avoir joué un rôle crucial dans la victoire des Bleus en 2018.

À ces épreuves physiques s'ajoute une autre affaire très médiatisée : celle de l'extorsion dans laquelle il s'est retrouvé impliqué, et qui a pris une tournure particulièrement dramatique lorsque son propre frère, Mathias Pogba, a été mis en cause et renvoyé devant la justice. Ce scandale familial, combiné à ses blessures et sa suspension, a profondément marqué cette période de la carrière de Paul Pogba.

Malgré ces obstacles, Pogba semble déterminé à retrouver son niveau de jeu. Ce retour à la compétition pourrait offrir à la star française

l'opportunité de redorer son image et, pourquoi pas, de renouer avec les sommets du football international.

Alors que sa carrière a été marquée par des hauts et des bas, notamment avec des titres prestigieux comme la Coupe du Monde 2018, la Ligue Europa, et des passages réussis à la Juventus et à Manchester United, Pogba espère désormais tourner la page de ces dernières années tumultueuses et reprendre sa place au sein du football mondial.

La rédaction





1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE